

DIRECTION  
DE LA  
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAUX C 3 — B 2

Numéros dans les séries spéciales :  
1612 TM — 197 BA

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....

Cette instruction a été abrogée par l'instruction  
n° ..... du .....

REMUNERATION DES PERSONNELS CIVILS  
ET MILITAIRES DE L'ETAT

MESURES ENTRANT EN VIGUEUR LE 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 1967

En application de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 67-698 du 12 août 1967 portant majoration des rémunérations des personnels civils et militaires de l'Etat (*Journal officiel* du 20 août, page 8361), le traitement annuel afférent à l'indice 100, et soumis aux retenues pour pension, est fixé à 4.848 F à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1967.

A cette occasion, la Direction des Journaux officiels a procédé au tirage d'une nouvelle édition (la 41<sup>e</sup>) de la brochure n° 1014 établie par la Direction générale de l'Administration et de la Fonction publique et comprenant, notamment, les barèmes détaillés des traitements, soldes et indemnités résidentielles à servir à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1967. Elle reprend également :

- le montant au 1<sup>er</sup> septembre 1967 du supplément familial de traitement calculé conformément aux dispositions du décret n° 62-1303 du 9 novembre 1962 modifié, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier 1967, par le décret n° 67-697 du 12 août 1967 (*Journal officiel* du 20 août) ;
- les barèmes des diverses allocations dues au titre des prestations familiales, à compter du 1<sup>er</sup> août 1967, par application du décret n° 67-659 du 4 août 1967 (*Journal officiel* du 6 août).

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGS	PGS	TPG	DOM	ES	DS	IS	SIA
PAA	PGM	PGT	PSA	TAC	PGA	BA	EPA

**INSTRUCTION**  
**N° 67-86 - B 1**  
**du**  
**30 août 1967.**

— 2 —

Par ailleurs, ce document comporte un tableau faisant apparaître, pour chaque indice nouveau compris entre 100 et 297, le montant des indemnités horaires pour travaux supplémentaires qui pourront être allouées à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1967.

\*  
\*   \*

Les crédits nécessaires à l'application de ces mesures dans les Services extérieurs du Trésor seront compris dans la demande complémentaire de crédits pour l'année 1967. Les rappels dus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1967 au titre de la majoration de l'élément fixe du supplément familial de traitement seront liquidés et mis en paiement dès réception de la présente instruction.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

*Le Sous-Directeur,*

**H. VIROLLET**